



Consumer Electronic Show (CES)  
Las Vegas, le 5 janvier 2017

**Discours de François Fillon**

*Je veux que la France devienne une « SMART NATION » !*

Mesdames, Messieurs,

Je ne suis pas venu au CES pour sacrifier à une mode mais parce que je suis convaincu depuis très longtemps que l'avenir de nos sociétés s'écrit pour une part ici, avec vous.

Il y a beaucoup de nouveaux convertis à la révolution numérique... Moi je suis un pratiquant de longue date.

En 1995, je revendique d'avoir ouvert les télécommunications à la concurrence en bataillant dur contre ceux qui souvent aujourd'hui donnent des leçons de modernité.

Il y a vingt ans, les mêmes défilaient pour la défense du service public des télécoms qui ne pouvait, selon eux, exister que dans le cadre d'un monopole d'Etat.

Je presentais l'importance de l'internet quand d'autres n'y voyaient qu'un gadget éphémère. Et ce faisant, j'ai toujours défendu la concurrence parce qu'elle force les acteurs à l'innovation et à l'amélioration constante du service rendu au meilleur prix.

En 2008, j'ai fait du programme d'investissement d'avenir un instrument efficace de soutien à l'innovation, en rompant avec les planifications bureaucratiques et du clientélisme qui ont si longtemps marqué les politiques publiques.

Je suis venu ici pour la première fois en 1999, accompagnant des entreprises de la région des Pays de la Loire.

Je suis heureux de voir que les Français y occupent aujourd'hui une place bien plus qu'honorable et ne demandent qu'un peu plus de liberté pour y exprimer toute leur créativité.

Vous êtes l'avant-garde de la France dans la révolution numérique mondiale.

Vous êtes la preuve que notre pays a des atouts immenses qu'il doit faire valoir, et qu'il reste, au plus profond de son âme, un pays d'entrepreneurs, d'ingénieurs, de créateurs.

Cette révolution numérique est une transformation d'une ampleur inédite.

Le progrès technologique n'est plus linéaire mais exponentiel. Il annonce la fameuse « singularité ». Le pétrole du 21<sup>ème</sup> siècle est la *data*. Les drones, l'impression 3D et les objets connectés seront bientôt partout.

La réalité augmentée, la *blockchain*, le *data cloud*, l'intelligence artificielle, le *machine learning* nous font basculer dans une ère nouvelle.



Pour moi, la technologie est, avec l'art, l'une des manifestations les plus frappantes de la puissance créatrice de l'esprit.

C'est l'un des terrains d'expression privilégiés du génie humain.

J'ai travaillé mon projet numérique avec quarante start-ups, des universitaires et de très nombreux acteurs du secteur.

De ces travaux et de mes échanges avec vous, je retiens quelques convictions profondes :

- La transformation numérique n'est pas un phénomène annexe ou une lubie de geeks, c'est une révolution qui va modifier toute l'économie, elle va influencer nos existences et notre rapport au monde et aux savoirs.
- Son effet net sera positif, mais elle nécessitera un accompagnement attentif des pouvoirs publics et une responsabilité éthique de tous les acteurs car les algorithmes ne sont pas neutres moralement.
- La France a tous les atouts pour profiter de cette révolution, mais elle doit, pour cela, mettre en œuvre des réformes vigoureuses, et elle doit inscrire son action dans le cadre européen.

Je voudrais développer quelques unes de ces idées.

Avec le numérique, les processus de création de valeur sont totalement transformés.

La « disruption » est dans tous les esprits. Le logiciel s'impose dans tous les business models.

Des centaines de millions de consommateurs connectés deviennent producteurs de données.

Des modèles d'affaires vieux de plusieurs décennies sont remplacés en quelques mois. De nouvelles activités et de nouveaux métiers surgissent à une vitesse incroyable.

Pratiquement tout produit a vocation à s'éclipser derrière un faisceau de services associés.

Pratiquement toute entreprise leader a vocation à devenir une « plateforme », sous peine de devenir simple sous-traitant d'une entreprise plus agile et plus digitale, ou même de disparaître.

Les effets positifs de cette révolution en matière de santé, d'environnement, de qualité de vie dépassent probablement notre imagination, même si nous devons rester vigilants face aux défis éthiques considérables qui se poseront dans des domaines comme l'intelligence artificielle, la robotisation, la protection des données.

Notre lucidité et notre conscience morale doivent rester en alerte car il ne suffit pas d'amplifier la technologie pour élever l'humanité.

En matière de croissance et d'emploi, les effets du numérique seront également positifs si nous parvenons à transformer les métiers anciens en métiers nouveaux.

Cela a été un défi à chaque étape de l'histoire : le progrès technique ne révèle son immense fertilité économique qu'après une période de transition.

La particularité de la transition actuelle, c'est sa vitesse, sa radicalité et son intensité.

Des secteurs entiers seront impactés. Des métiers et des emplois disparaîtront et seront métamorphosés.

Un bouleversement d'une telle ampleur doit absolument être accompagné.



Nous avons besoin d'une stratégie collective, associant pouvoirs publics, entreprises, grands groupes vis à vis de leur écosystème, organismes de formation – pour mettre en place les formations et les qualifications qui permettront à tous de bénéficier de ce mouvement.

Ce sera un axe prioritaire de la politique que j'entends mener si les Français me font confiance.

L'autre particularité de ce bouleversement numérique, c'est qu'il rend encore plus criants les handicaps structurels de notre pays qui n'a pas toute l'agilité et la liberté d'agir nécessaires pour être à coup sûr parmi les gagnants de cette révolution.

Le numérique est une nouvelle frontière à conquérir. Il rend d'autant plus indispensable le programme puissant de transformation que je propose.

Toutes les réformes structurelles qui provoqueront l'envie d'investir, d'embaucher et d'innover en France seront prises avant la fin de l'année 2017.

Il s'agit en particulier de l'allègement des rigidités du droit du travail et de la levée des freins à l'embauche.

Je veux créer un statut de prestataire indépendant qui aura la possibilité de contracter pour une durée de 3 ans sans possibilité pour l'inspection de travail de requalifier ces contrats en contrat de travail.

Je veux ensuite refondre de la fiscalité du capital - dont la suppression de l'ISF -car je veux des investisseurs tricolores qui s'engagent avec vous.

La liberté d'entreprendre, et l'envie d'entreprendre, doivent redevenir le moteur du développement français.

Vous connaissez le diagnostic : en France, nous ne manquons pas de start-up, nous manquons de licornes.

Nous avons une réelle difficulté à faire en sorte que nos entreprises se développent chez nous, pour devenir nos champions nationaux de demain.

On parle beaucoup de patriotisme économique, mais moi je veux nous en donner vraiment les moyens !

Le sens de mon projet c'est de créer un cadre juridique, fiscal et éducatif qui convaincra les dirigeants des jeunes entreprises à ne pas vendre ou à ne pas se développer ailleurs sauf s'ils ont de bonnes raisons de le faire.

Nos entreprises ne doivent pas être contraintes d'aller chercher ailleurs les financements qu'elles ne trouvent pas chez nous.

Le problème majeur de nos start-ups, c'est en effet le financement.

Je veux que la France mette en place un environnement *business friendly*, apte à attirer un maximum de financements privés, français et étrangers.

Nous devons rapprocher notre régime fiscal de celui de nos concurrents européens.

Nous devons encourager l'investissement des épargnants français dans le capital-risque. Nous avons un net retard à rattraper dans ce domaine. Notre épargne ne doit pas rester stérile, elle doit fertiliser nos entreprises !

Et nous devons aider les entrepreneurs qui réussissent à soutenir la génération suivante.



Pour mettre la fiscalité au service des start-ups, l'une des principales mesures que je propose consiste à nous doter d'un dispositif équivalent à l'*Enterprise Investment Scheme* britannique, avec dans la limite d'un plafond d'investissement maximum annuel d'1 million, une réduction de l'impôt sur le revenu de 30%.

Je souhaite également inverser la tendance trop française consistant à avoir un financement public généreux et une commande publique timorée.

Dans le respect des règles sur les marchés publics, les administrations devraient faire le maximum pour donner leur chance à nos start-up et nos PME et les encourager.

Le numérique, c'est pour nous un enjeu de souveraineté.

Souveraineté française, en premier lieu.

Je souhaite que les acteurs globaux de l'Internet participent au financement de nos infrastructures.

Le coût de ces investissements ne doit pas reposer exclusivement sur les seuls opérateurs de télécommunications nationaux.

Et nous devons nous assurer que nos PME numériques et les géants mondiaux de l'Internet fassent l'objet d'une fiscalité équitable, sans distorsions de concurrence.

Mais notre stratégie doit aussi être européenne.

Dans ce domaine, c'est notre horizon évident, vu la taille des investissements nécessaires et la nécessité de peser face aux blocs concurrents.

Nous devons viser une véritable souveraineté numérique européenne.

Nos entreprises doivent pouvoir s'appuyer sur le marché continental, pour pouvoir ensuite partir à la conquête du monde.

Les investissements européens dans les infrastructures et métiers de demain doivent être massivement concentrés sur le numérique et les réseaux.

L'Union européenne doit avoir une régulation unifiée, se doter de normes et de standards communs, sans attendre que ceux des grands groupes américains s'imposent à nos entreprises.

Sur tout le continent, nous devons aussi faciliter la collaboration et l'*open innovation* entre grands groupes et start-ups.

Nous ne manquons pas, en France de grands groupes sur lesquels nous pouvons nous appuyer, dont certains sont d'ailleurs présents au CES avec des start-ups.

Enfin, il est indispensable de garantir l'autonomie stratégique de l'Europe dans certains domaines clés comme les microprocesseurs, la nanoélectronique, l'électronique quantique, la cybersécurité, l'identité numérique, les telecoms.

La France et l'Europe n'ont pas vocation à demeurer une sorte de « colonie numérique » de deux autres continents. J'évoquerai, entre autres, ce sujet à la fin du mois avec la chancelière allemande. C'est par un accord franco-allemand que l'on pourra enclencher une dynamique européenne.

Au delà, quel rôle l'Etat doit-il et peut-il jouer dans la révolution digitale ?

L'innovation ne naît pas dans les ministères mais dans les garages, les sous pentes d'un dernier étage, dans les labos. Bref, là où il y a un grain de folie et de rêve.



L'économie collaborative a besoin de liberté, d'initiative, de spontanéité. Il faut parfois savoir attendre avant de réguler.

Le rôle de l'Etat est de mettre en place un cadre souple et d'orienter le long terme, notamment en développant le très haut débit sur l'ensemble du territoire et en consacrant un effort massif à la formation au numérique.

Et la sphère publique doit s'engager dans la transformation digitale pour améliorer le service qu'elle rend à ses usagers.

Nos administrations modernes, tout comme notre système éducatif, sont les héritières de l'économie fordiste issue des deux premières révolutions industrielles. Tout est vertical, hiérarchisé, normé...

Elles ne doivent pas hésiter à opérer un véritable changement culturel.

Quand c'est possible, elles peuvent s'inspirer des méthodes efficaces des start-up en matière de transparence de l'information, de pluridisciplinarité, de développement agile, de priorité à la satisfaction du client, de valorisation de l'expérimentation, de management par objectifs.

N'hésitons pas à encourager les partenariats entre start-ups et sphère publique.

A développer l'*open data*.

A diffuser le numérique dans la santé et à l'école.

A rapprocher la recherche publique et l'expertise industrielle.

A faciliter le développement de *clusters* sur tout le territoire.

Mesdames, Messieurs,

Les chantiers que notre pays doit ouvrir sont multiples.

Vous avez ouvert le chemin. Un élan d'innovation se déploie en France et je n'ai aucun doute sur le génie créatif de notre peuple qui de tout temps entretient avec les sciences et la technique une relation fusionnelle.

A nous de l'encourager, de passer à la vitesse supérieure.

Je veux que la France devienne une « SMART NATION » !

Son excellence mathématique et informatique peut lui permettre de devenir un leader mondial de l'intelligence artificielle.

La transformation digitale doit se diffuser partout, devenir l'un des moteurs de notre économie.

Avec votre aide, elle doit permettre de réindustrialiser notre pays, de désenclaver ses territoires, de promouvoir sa culture.

Avec votre concours, elle doit être mise au service de l'homme, et non être le terrain de jeu des apprentis-sorciers.

Grâce à votre talent, elle représente une opportunité extraordinaire pour construire une société plus prospère.

Faire gagner la France dans cette révolution doit être notre priorité à tous. J'ai l'intime conviction que notre pays à tous les ressorts pour se placer en tête de cette révolution.

C'est cette certitude que je voulais partager avec vous en venant ici. Vous êtes le symbole de la rupture dont la France a besoin.